

Sur X, Elon Musk réécrit l'histoire du nazisme

RÉVISIONNISME Pour le patron de SpaceX et Tesla, les nazis sont des gens de gauche qui ont « nationalisé l'industrie ». Lors d'une discussion sur son réseau social avec la cheffe de l'AfD, Alice Weidel, le milliardaire a laissé celle-ci dire que ces derniers étaient des « socialistes et des communistes ».

Anticomunisme, antisémitisme et révisionnisme demeurent les marmelles de l'extrême droite. La preuve, ce jeudi, avec une discussion publique sur le réseau social X dont Elon Musk est propriétaire entre celui-ci et Alice Weidel, la cheffe de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui caracole en deuxième place dans les sondages pour les élections législatives du 23 février outre-Rhin (lire ci-contre). On entend ainsi la dirigeante de l'extrême droite allemande se laisser aller à une réécriture de l'histoire de son pays. « Pendant le III^e Reich, les nationaux-socialistes (...) étaient socialistes », déclare-t-elle. Et Elon Musk de l'interrompre : « Ils ont nationalisé l'industrie. C'est dingue. » Et Alice Weidel de reprendre : « Oui. Absolument. (Hitler) était communiste. Et il se considérait comme socialiste. Et c'est ce qu'ils ont fait : ils ont financé des entreprises privées et ils ont demandé des taxes, des taxes énormes. Et ils ont nationalisé l'industrie tout entière. »

Elle véhicule ensuite des clichés antisémites, désignant comme groupe qui occuperait des positions hautes dans la société les juifs, qui « étaient très éduqués, très cultivés et couronnés de succès, des riches dans l'Allemagne d'alors ». Hitler a donc « attisé la jalousie contre eux » et pris des « mesures socialistes contre eux ». Expropriés, les juifs ont ensuite été exterminés. À aucun moment, fort du réseau social X aux 200 millions d'abonnés, le patron de SpaceX et Tesla, et maintenant conseiller à « l'efficacité gouvernementale » du président élu des États-Unis Donald Trump, ne reprend son interlocutrice.

Un mensonge historique

Dire des nazis qu'ils ont nationalisé l'industrie, comme le fait Elon Musk, est un mensonge. « Les nazis ont privatisé tout ce que le secteur public avait dû nationaliser pendant la crise » de 1929, rétorque le professeur d'économie à l'université de Barcelone Germa Bel, joint par *l'Humanité*. Tout juste les nazis ont-ils renationalisé deux entreprises ferroviaires de Prusse et une compagnie aérienne. Le terme « reprivatisation » apparaît en 1934 et 1935 dans la presse, précisément à propos de la politique des nazis. Ainsi, trois banques et les transports urbains sont privatisés. Côté industrie également sont cédées au privé des entreprises clés de la métallurgie.

Si les nazis ont régulé la distribution des marchandises, ils n'ont aucunement cherché à « empêcher l'accumulation privée du capital, qui est au fondement du capitalisme », rappelle le chercheur. Ces privatisations ont permis aux nationaux-socialistes de s'attirer « le soutien des grands capitalistes » lors de leurs premières années au pouvoir, rappelle-t-il. Les nazis, qui ont éradiqué le mouvement ouvrier et attaqué l'URSS, sont donc bien loin du socialisme et du communisme.

Au service du national-libéralisme

Dans une ère où l'extrême droite adopte une ligne libérale en économie tout en cherchant à se défaire de son passé fasciste, Elon Musk lui apporte le vernis « technologique » et « libertarien » qui lui permet de se refaire une virginité et se forger une nouvelle identité.

Il s'engage à fond dans la bataille européenne. Le patron de Tesla était présent, le 10 décembre, lors de la rencontre entre Donald Trump et Viktor Orban, le premier

ministre ultraconservateur hongrois. Il a qualifié de « dictateurs » les juges roumains qui ont annulé la victoire à l'élection présidentielle de Calin Georgescu, du fait d'ingérences russes dans la campagne.

Au sein de l'extrême droite, Elon Musk n'est pas le modéré de la bande. Il a demandé que le premier ministre travailliste britannique Keir Starmer aille en prison, l'accusant à tort de couvrir une affaire de viols sur mineurs commis par des musulmans pakistanais. Mi-décembre, Elon Musk apportait son soutien à Nigel Farage, ancien propagandiste pour le Brexit et patron de l'Ukip, prêt à déboursier 96 millions d'euros pour l'aider. Mais le magnat des technologies vient en ce début d'année de lui retirer son soutien. Il reproche à ce dernier de ne pas soutenir l'influenceur xénophobe et complotiste Tommy Robinson, condamné à dix-huit mois de prison pour outrage au tribunal dans une affaire de diffamation à l'endroit d'un réfugié syrien.

Une idéologie survivaliste

Elon Musk développe une vision du monde survivaliste et nataliste qui s'accommode de la vision de l'extrême droite. Il est obsédé par la fin des civilisations. « Ce qui a mis fin à la plupart des civilisations est le bas taux de natalité », expliquait ce père de 11 enfants lors d'une réunion à Philadelphie en octobre dernier. Une préoccupation qu'il partage avec les extrêmes droites, qui participent à des événements communs tels que le « sommet démographique » de Budapest en Hongrie en septembre 2023. À cela le patron de SpaceX ajoute une touche technologique et prépare la colonisation de la planète Mars, au cas où la Terre ne serait plus vivable.



DÉCRYPTAGE



Elon Musk lors d'une réunion des républicains de la Chambre des représentants, le 13 novembre 2024 à Washington. ANDREW HARNIK/GETTY IMAGES/AFP

Des Européens en difficulté pour répondre

Face à Elon Musk, les Européens sont en difficulté. Les pays s'arrachent sa technologie. Ainsi, l'Allemagne a tout fait pour attirer une gigafactory afin de produire des batteries Tesla à Berlin, au détriment d'une possible implantation en France. Suite au cyclone Chido qui est passé à Mayotte le samedi 14 décembre, c'est la connexion à haut débit par satellite SpaceX que le gouvernement de François Bayrou a choisi de déployer, au détriment de l'opérateur national Orange. La pseudo-souverainiste et postfasciste première ministre italienne Giorgia Meloni serait, selon l'agence Bloomberg, en discussion pour confier les communications cryptées de l'armée et du gouvernement italien à SpaceX, pour 1,5 milliard d'euros.

Il faut dire qu'Elon Musk a le soutien de Donald Trump, président des États-Unis avec lequel les dirigeants européens refusent de se brouiller. Cela explique en partie pourquoi Thierry Breton, ancien commissaire européen au Marché intérieur, n'a pas été reconduit dans ses fonctions par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen en septembre 2024. Le patron de X cherche à obtenir de la Commission et du Parlement européens qu'ils n'obligent pas les réseaux sociaux à trop de modération contre les propos discriminatoires ou les informations erronées (fake news). Il escompte qu'une fois au pouvoir le 20 janvier le nouveau président des États-Unis, Donald Trump, dont il a financé la campagne présidentielle à hauteur de 270 millions de dollars, s'engage dans un bras de fer avec Bruxelles sur le sujet. ■

GAËL DE SANTIS

Alice Weidel, tête de gondole de l'extrême droite allemande

La présidente d'Alternative pour l'Allemagne a été désignée le 11 janvier comme cheffe de file de son parti pour les élections législatives de février. Son discours ne laisse aucun doute sur son programme et ses idées.

Devant la caméra, ce 11 janvier, dans les travées du congrès du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD, extrême droite), l'homme, un cadre du parti qui préfère toutefois rester anonyme, explique : « Je ne dirais pas que nous avons une image nazie... En tout cas, cela ne rebute personne : les gens votent pour nous », lance-t-il avec un sourire carnassier. Ce week-end, l'aréopage de l'AfD s'était donné rendez-vous à Riesa, une petite ville de l'est de l'Allemagne, dans la Saxe, région où le parti avait obtenu 30,6 % des voix lors des élections régionales de septembre 2024.

Alors que près de 10 000 manifestants s'étaient réunis pour dénoncer la montée de l'extrême droite, les 600 députés de l'AfD ont validé l'adoption du « plan d'avenir pour l'Allemagne » et surtout la désignation d'Alice Weidel comme cheffe de file pour les législatives anticipées du 23 février. Depuis son entretien avec Elon Musk (lire ci-contre), celle-ci se retrouve sous les feux des projecteurs, propulsée en tant que candidate à la chancellerie.

Si l'AfD reste isolée, les derniers sondages indiquent que le parti

pourrait rafler près de 22 % des voix, derrière la CDU. Admiratrice de Margaret Thatcher, Alice Weidel a adhéré à l'AfD en 2013, après avoir été membre du parti ultra-libéral FDP. Issue d'un milieu aisé d'Allemagne de l'Ouest, alors que son parti réalise ses meilleurs scores dans l'Est, elle avait jusqu'à aujourd'hui une image « modérée », due notamment à son expérience internationale : Alice Weidel a passé six ans en Chine, parle mandarin et a occupé des postes dans la banque et la finance, notamment à Goldman Sachs.

« PROCESSUS DE REMIGRATION »

Celle qui occupe aujourd'hui la présidence du groupe de l'AfD au Bundestag n'hésite pas à instrumentaliser sa vie privée : la semaine dernière, Elon Musk avait twitté qu'elle ne pouvait pas être comparée à Hitler pour la bonne et simple raison qu'elle est lesbienne. Une « modération » qui lui a valu d'être qualifiée par le grand hebdomadaire *Der Spiegel* de « feuille de vigne parfaite pour l'AfD ».

Mais le cache-sexe a volé en éclats : samedi, Alice Weidel a donné des gages à ses militants, notamment le mouvement de

jeunesse de l'AfD, les Junge Alternative. Ceux-là mêmes qui évoquaient en février 2024 « l'enfermement des juifs et des immigrants dans des ghettos » et « l'obligation de lire Mein Kampf dans les écoles ». Son discours a été marqué par une rare violence : « Dépassons la CDU, ce parti d'escrocs », a-t-elle lancé en préambule. Ses cibles principales sont celles de l'extrême droite : l'écologie et les personnes d'origine étrangère, qu'elles soient allemandes ou non. Une partie de son laïus a été consacrée à la « démolition des éoliennes, la fin de la politique climatique de l'UE et la relance des centrales à charbon ». Mais elle a surtout promis de « procéder à des expulsions à grande échelle : si cela doit s'appeler remigration, alors cela sera la remigration ». L'allusion est claire : voilà un an était révélée la rencontre secrète à Potsdam entre des identitaires néonazis, des cadres de l'AfD et quelques membres de l'aile droite de la CDU pour la mise en œuvre d'un « processus de remigration », expression qui désigne un plan de déportation massive. ■

BENJAMIN KÖNIG



L'écologie et les personnes d'origine étrangère restent les cibles principales d'Alice Weidel. KAY NIETELD/AFD